



**AMBASSADE
DE FRANCE
EN FINLANDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Vendredi 1er mars 2024

Changement de président en Finlande.....	2
Dernière conférence de presse du président Niinistö	2
Conférence sur le soutien à l'Ukraine	2
La France renforce la pression sur l'Allemagne.....	2
Gouvernement.....	3
Les entrepreneurs sont satisfaits de la coalition gouvernementale	3
Proposition du ministère des Finances de cadre budgétaire de l'État pour les années 2025-2028	3
Le ministère des Finances cache sa véritable position	4
Selon la ministre des Finances Riikka Purra, l'objectif d'économies du gouvernement devrait être augmenté de plusieurs centaines de millions d'euros	5
Le gouvernement propose des modifications aux allocations chômage.....	5
Le fonds pour l'emploi Työllisyysrahasto entame un plan social.....	5
Le projet du gouvernement concernant des modifications à la législation sur la paix sociale soumis au Parlement	6
Economie	6
L'économie finlandaise est revenue au niveau d'avant le coronavirus - "Plus de quatre années se sont à nouveau écoulées sans croissance"	6
Le produit intérieur brut a diminué de 1,0% en 2023.....	6
Statistiques	7
Les statistiques de la Finlande toujours les meilleures au monde selon la banque mondiale.....	7
Climat.....	7
Le gouvernement veut augmenter les puits de carbone technologiques.....	7

Changement de président en Finlande

Dernière conférence de presse du président Niinistö

Jeudi, Sauli Niinistö a tenu sa dernière conférence de presse en tant que président. Niinistö a été interrogé sur plusieurs questions d'actualité, notamment la situation de guerre en Ukraine.

Selon le président Sauli Niinistö, il n'y a « aucune raison d'être alarmé » par les propos du président russe Vladimir Poutine sur le renforcement des frontières occidentales de la Russie.

Dans son discours politique de jeudi, Poutine avait déclaré que les frontières de la Russie seraient considérablement renforcées suite à l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN.

Selon Niinistö, on sait depuis longtemps que la Russie considère cela comme nécessaire.

L'Ukraine souffre d'une pénurie visible de munitions et a besoin de davantage d'armes à longue portée. Elle a dû reculer sur le front par endroits. Dans le même temps, aux États-Unis, principal pays donateur, un nouveau programme d'aide est bloqué au Congrès en raison de divergences politiques. "Il semble vraiment que la situation ait changé", a déclaré Niinistö en faisant référence à la guerre.

Si à l'automne, c'est l'Ukraine qui a attaqué, aujourd'hui, la situation est inversée, a déclaré Niinistö. Il estime que la Russie se prépare à une guerre longue qui consume les capacités de l'Ukraine et de ses soutiens.

Il continue de croire qu'une solution de soutien sortira du Congrès américain, "mais nous devons maintenant noter que, quel que soit le résultat des prochaines élections aux États-Unis, on attend beaucoup plus de l'Europe. On pourrait peut-être même dire que c'est à juste titre."

Concernant le soutien à l'Ukraine, Niinistö a constaté un bon esprit lors de la réunion sur le soutien à l'Ukraine qui s'est tenue lundi à Paris. Il insiste sur la question des munitions.

Selon Niinistö, un accord a été conclu lors de la réunion selon lequel une grande quantité de munitions pour les besoins de l'Ukraine serait achetée en dehors de l'Europe. Niinistö a évoqué l'initiative tchèque. « On va en acheter et également en dehors de l'Europe si nécessaire. »

Jusqu'à présent, l'obstacle résidait dans la réticence de certains pays à acquérir du matériel militaire en dehors de l'UE. "Cela a changé maintenant", a déclaré Niinistö.

Une grande partie de la discussion sur la question de savoir si les pays devraient envoyer des troupes en Ukraine a été écartée. Niinistö a réitéré la position finlandaise selon laquelle la Finlande n'enverrait pas de troupes en Ukraine.

Niinistö a également été interrogé sur l'interview de Pekka Toveri, député de la coalition nationale qui estime que la « défense indépendante et crédible » de la Finlande est un mythe.

"Si nous pensons aux années où nous avons des Migs, alors bien sûr, cela pourrait être vrai", a déclaré Niinistö. Il considère l'acquisition des chasseurs F-16 Hornet aux États-Unis comme un tournant. Les premiers F-16 Hornet sont arrivés en Finlande en 1995.

Niinistö a également été interrogé lors de la conférence de presse sur ce qu'il avait appris au cours de ses 12 années de mandat.

"L'essentiel c'est que nous sommes tous humains, même les dirigeants", a-t-il déclaré.

Selon Niinistö, les gens ont tendance à agir selon leurs propres sentiments intérieurs, qu'ils soient bons ou mauvais. "Qui est le plus sage ? Celui qui fait beaucoup de bruit puis se contente de ce qui a été dit ? Ou celui qui essaie de faire des choses, peut-être un peu plus subtilement voire beaucoup plus subtilement, ce qu'il considère comme bon ?" Niinistö a déclaré qu'il était lui-même partisans de cette dernière solution.

HS

Conférence sur le soutien à l'Ukraine

La France renforce la pression sur l'Allemagne

Kauppalähti a commenté les résultats de la réunion d'assistance à l'Ukraine qui s'est tenue lundi à Paris sous la direction du président français Emmanuel Macron. "Le résultat pratique le plus significatif de la réunion est que les dirigeants ont décidé de commencer à acheter des munitions également en dehors de l'Europe. Auparavant, la France s'y était opposée parce qu'elle souhaitait consacrer de l'argent à l'industrie militaire européenne. »

"La ligne a changé parce que la pression sur l'Europe occidentale augmente. Selon Bloomberg, l'ambiance en Europe de l'Est est que si la Russie gagne la guerre, on ne le pardonnera jamais à l'Europe de l'Ouest, ce qui menacerait l'avenir de l'UE tout entière. »

"Selon Macron, la discussion incluait également l'envoi de forces terrestres des pays de l'UE en Ukraine. Selon Macron, aucun consensus n'a été trouvé, mais l'option n'a pas été exclue. »

"Mardi, le chancelier allemand Olaf Scholz a déclaré sans équivoque que ni des forces de l'OTAN ni de l'UE ne seraient envoyées en Ukraine. De nombreux autres dirigeants européens s'y sont également opposés. Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a déclaré que l'envoi de troupes des pays de l'OTAN conduirait directement à un conflit. »

"L'affaire n'est pas encore entièrement traitée. Il est typique dans les grandes lignes de l'UE que l'idée vienne de la France et que l'Allemagne y réagisse au début avec dédain. En fin de compte, les pays aligneront leurs politiques. »

"Macron veut augmenter la pression en direction de l'Allemagne dont le chancelier Scholz n'a toujours pas accepté d'envoyer des missiles Taurus efficaces en Ukraine."

"Macron a déjà suggéré que la France pourrait utiliser ses armes nucléaires pour protéger les pays européens de l'OTAN. L'idée a reçu le soutien, par exemple, de la Pologne. »

"Selon les experts, les déclarations de Macron se sont considérablement durcies. Après la réunion, Macron a déclaré : "Nous ferons tout ce qui est nécessaire pour empêcher la Russie de gagner la guerre. La question est de savoir si l'Allemagne le fera aussi."

KL

Gouvernement

Les entrepreneurs sont satisfaits de la coalition gouvernementale

Selon un sondage réalisé en février par le syndicat des entrepreneurs Finlandais *Suomen yrittäjät*, 64 % des entrepreneurs sont satisfaits de la coalition gouvernementale actuelle, 60 % du programme gouvernemental et 58 % des activités du gouvernement. Les entrepreneurs de plus de dix salariés et ceux qui sont actifs dans l'industrie manufacturière sont les plus satisfaits.

26% des personnes interrogées sont insatisfaites de la coalition gouvernementale et 32% des entrepreneurs sont insatisfaits du fonctionnement du gouvernement. Les femmes entrepreneurs, les jeunes entrepreneurs et les entrepreneurs individuels sont les moins satisfaits.

Le sondage de février portait également sur la satisfaction à l'égard des ministres du gouvernement et de l'opposition.

58 % des personnes interrogées sont satisfaites du Premier ministre Petteri Orpo et 55 % de la Ministre des Finances Riikka Purra. La confiance des entrepreneurs dans le gouvernement et les ministres s'est accrue. La satisfaction est maintenant à son niveau le plus élevé depuis le début des enquêtes.

11 % des entrepreneurs sont satisfaits du président du Parti social-démocrate, Antti Lindtman, et de la présidente du parti du Centre, Annika Saarikko.

Plus de 1 300 représentants de petites et moyennes entreprises ont répondu à l'enquête commandée par Verian. L'enquête a été réalisée au début du mois de février.

HS/A10

Proposition du ministère des Finances de cadre budgétaire de l'État pour les années 2025-2028

La proposition du ministère des Finances présente un plan d'orientation de l'économie d'État pour les quatre prochaines années.

La décision de cadre budgétaire pour l'économie nationale sera incluse dans le plan des finances publiques pour les années 2025-2028. Le plan des finances publiques est établi pour chaque législature et révisé annuellement mi-avril pour les quatre années suivantes. Le plan définit les objectifs de développement de l'économie et les stratégies pour atteindre ces objectifs. Le plan des finances publiques couvre l'ensemble de l'administration publique.

Le processus de préparation du cadre de l'économie nationale a débuté en janvier 2024, lorsque les ministères ont soumis leurs propositions de cadre au ministère des Finances.

Les propositions concernaient les besoins de financement de chaque ministère. Le ministère des Finances a préparé sa proposition sur la base des propositions des ministères. Lors de l'élaboration, seules les modifications nécessaires et techniques des prévisions de crédits et de recettes ont été prises en compte.

La proposition du ministère des Finances ne contient pas de nouvelles propositions de mesures visant à renforcer les finances publiques, mais constitue la base de la préparation future du plan des finances publiques. Toutefois, la situation fragilisée des finances publiques dans leur ensemble nécessite un renforcement des finances publiques et une évaluation critique des nouveaux besoins de financement. Il faut se préparer à d'éventuelles nouvelles mesures visant à renforcer les finances publiques qui seront incluses dans le plan final des finances publiques.

Dans la proposition, le déficit budgétaire de l'État est estimé à 12,9 milliards d'euros en 2025 et devrait diminuer à 10 milliards d'euros d'ici 2028. Au cours des années 2025 à 2027, le déficit est en moyenne supérieur d'environ 0,1 milliard à celui évalué à l'automne 2023.

Par rapport à l'automne 2023, le solde des finances de l'État a été fragilisé notamment par la révision à la baisse des prévisions de recettes fiscales. Les dépenses ont augmenté, entre autres, à cause du déficit plus élevé que prévu des régions de santé et son impact sur le financement public des régions.

Les dépenses sont réduites par la réduction des dotations de l'État dans les services municipaux de base en raison de l'affinement du calcul des transferts de sécurité sociale inclus dans le budget supplémentaire 2024, ainsi que par la diminution des estimations des besoins pour certains crédits.

Le gouvernement déterminera en avril le plan de finances publiques. Le gouvernement en discutera les 15 et 16 d'avril sur la base de la proposition du ministère des Finances. Le plan pour les finances publiques et le cadre pour les finances de l'État seront basés sur les prévisions économiques du ministère des Finances qui seront actualisées en avril. La décision finale sur le plan des finances publiques sera prise par le gouvernement le 25 avril.

Sur la base de ce plan de finances publiques, le projet de budget de l'État pour 2025 sera établi. Sur la base de ce plan, le Parlement débatera également des perspectives et des orientations d'évolution des finances publiques.

Vn

Le ministère des Finances cache sa véritable position

Helsingin Sanomat relève que la proposition ne prévoit aucune nouvelle réduction des dépenses ni augmentation d'impôts pour les années à venir, même si le gouvernement négocie actuellement d'importantes économies supplémentaires.

La proposition du ministère des Finances ne reflète pas la position réelle du ministère sur l'utilisation de l'argent de l'État puisqu'il n'a pas voulu rendre publique une proposition dans laquelle il devrait identifier des objectifs de réductions des dépenses et d'augmentation de la fiscalité.

« Il est clair que les chiffres vont changer de manière significative », reconnaît le directeur du Budget Mika Niemelä.

Les partis au gouvernement recherchent des milliards d'ajustement au sein du groupe de travail dirigé par le président du groupe parlementaire de la coalition nationale, Matias Marttinen qui se réunit tous les mardi et jeudi.

Marttinen a déclaré la semaine dernière qu'un accord avait été trouvé entre les partis sur l'ampleur des économies supplémentaires nécessaires. Il ne souhaite toutefois pas divulguer les chiffres exacts. Selon les informations d'Helsingin Sanomat, le groupe n'a pas encore pu négocier les véritables objectifs d'économies. Cette semaine, le groupe a débattu sur la part des économies supplémentaires qui serait réalisée par le biais de réductions des dépenses et celle par le biais d'augmentations fiscales.

Le gouvernement veut éviter la procédure de déficit excessif de l'UE qui menace la Finlande.

Selon les dernières prévisions du ministère, le déficit est de 3,5% cette année et de 3,4% l'année prochaine par rapport au produit intérieur brut.

HS

Selon la ministre des Finances Riikka Purra, l'objectif d'économies du gouvernement devrait être augmenté de plusieurs centaines de millions d'euros

Dans une interview accordée à Kauppalehti, la ministre des Finances Riikka Purra évoque le débat de ces derniers jours sur les finances publiques.

Le gouvernement a présenté un programme de productivité de l'administration publique, qui vise à économiser 250 millions d'euros d'ici 2027. "Bien sûr, il s'agit en soi d'un montant important, mais je pense qu'il devrait être nettement plus élevé", déclare Purra.

Selon Purra, l'objectif d'économies du programme de productivité devrait être augmenté de plusieurs centaines de millions d'euros par rapport aux 250 millions d'euros actuels.

Elle précise que "les retraites qui bénéficiaient d'une protection particulière" figurent également dans les discussions du gouvernement sur l'épargne. "Les retraites constituent un poste budgétaire important et jusqu'à présent, aucune mesure n'a été ciblée" sur elles, déclare Purra.

Elle ne souhaite pas commenter plus précisément le sujet.

Concernant la sécurité sociale, le gouvernement a déjà prévu des réductions significatives, par exemple via le gel des indices. "Il est difficile d'imaginer que les réductions actuelles de la sécurité sociale offrirait de grandes opportunités", déclare Purra à propos des économies supplémentaires.

Selon Purra, des efforts et de la flexibilité sont attendus de la part de tous les partis.

KL

Le gouvernement propose des modifications aux allocations chômage

Les changements prévus par le projet de loi du gouvernement concernent le montant de l'indemnité journalière, les conditions concernant les salariés pour bénéficier des allocations et l'obligation des communes d'organiser des services de réadaptation, de formation ou de travail pour certains demandeurs d'emploi au chômage. L'objectif de ces changements est d'augmenter l'emploi. Les changements proposés font partie du programme gouvernemental.

Ils visent un ajustement des dépenses nettes de l'Etat d'environ 276 millions d'euros et une croissance de l'emploi d'environ 18 700 emplois nets. Selon les estimations, l'augmentation de l'emploi renforcerait les finances publiques d'environ 458 millions d'euros.

Le projet est liée à la première rallonge budgétaire de l'État pour 2024 et devrait être discuté en relation avec celle-ci.

Dans le projet, il est proposé que le montant de l'indemnité journalière soit échelonné de manière à diminuer à mesure que le chômage dure plus longtemps. L'allocation serait réduite une première fois de 20% après que l'allocation chômage a été versée pendant 40 jours et une deuxième fois de 25% après qu'elle a été versée pendant 170 jours de chômage. Toutefois, l'allocation ne peut être inférieure à l'allocation de base ou à une allocation de base majorée.

À l'avenir, un emploi subventionné ne serait en principe pas pris en compte dans le calcul de la condition de travail nécessaire pour prétendre aux allocations.

De même les dispositions protectrices liées aux règles d'exception liées à l'âge sur le montant de l'allocation seraient abrogées.

Les modifications législatives devraient entrer en vigueur le 2 septembre 2024.

Vn

Le fonds pour l'emploi Työllisyysrahasto entame un plan social

Le fonds pour l'emploi *Työllisyysrahasto* annonce dans un communiqué de presse qu'il entame des négociations sur un plan social. Ceci fait suite aux projets du gouvernement de supprimer l'aide à la formation des adultes et l'aide à la qualification professionnelle. Si les modifications de lois proposées par le gouvernement sont appliquées telles quelles, elles devraient avoir un impact significatif sur les missions du fonds pour l'emploi, indique *Työllisyysrahasto*.

Le fonds pour l'emploi *Työllisyysrahasto* emploie 182 personnes, dont 156 sont concernées par le plan, social.

Selon une première estimation, les mesures pourraient entraîner la suppression de 80 postes existants et d'éventuels licenciements.

Il peut également y avoir des changements substantiels ou mineurs dans les postes.

Les cotisations d'assurance chômage sont perçues par le fonds pour l'emploi afin de financer, par exemple, les allocations chômage.

HS/A10

Le projet du gouvernement concernant des modifications à la législation sur la paix sociale soumis au Parlement

Jeudi 29 février 2024, le gouvernement a soumis au Parlement son projet de modification de la législation sur la paix sociale. L'amélioration de la paix sociale est la première des réformes du marché du travail du gouvernement à être soumise au Parlement.

L'objectif de la réforme est de réduire les perturbations du marché du travail. De cette manière, la productivité des entreprises et une meilleure compétitivité par rapport aux principaux pays concurrents seraient assurées, et la perception qu'ont les opérateurs étrangers de la Finlande comme un environnement d'exploitation et d'investissement stable serait renforcée.

Le gouvernement propose d'augmenter les amendes en cas de violation de la paix sociale, de limiter les grèves de solidarité disproportionnées et la durée maximale des grèves pour motifs politiques. La réforme ne limiterait pas les luttes ouvrières visant à obtenir de meilleures conditions de travail dans chaque branche.

Le gouvernement propose notamment une augmentation du niveau maximal des amendes de 37 400 euros actuellement à 150 000 euros.

Actuellement, seuls les syndicats peuvent être condamnés ; le gouvernement propose une amende de 200 euros au salarié s'il poursuit une action revendicative jugée illégale par un tribunal. Le gouvernement propose que les arrêts de travail pour des motifs politiques ne durent pas plus de 24 heures et que les autres actions revendicatives ne durent pas plus de deux semaines.

L'obligation de notifier une action revendicative serait étendue pour s'appliquer également aux actions revendicatives humanitaires organisées sous forme d'arrêt de travail et aux actions revendicatives politiques. Une action revendicative solidaire ou une action revendicative politique organisée sous la forme d'un arrêt de travail doit être notifiée au plus tard sept jours avant son début.

Les modifications juridiques entreraient en vigueur en juillet.

Vn

Economie

L'économie finlandaise est revenue au niveau d'avant le coronavirus - "Plus de quatre années se sont à nouveau écoulées sans croissance"

Le produit intérieur brut a diminué de 1,0% en 2023

Selon Statistics Finland, le produit intérieur brut finlandais a diminué de 0,7% par rapport au trimestre précédent.

Le produit intérieur brut pour l'ensemble de l'année 2023 a diminué de 1,0 % par rapport à 2022. "À la fin de l'année, le PIB est tombé en dessous du pic mesuré en 2019, avant le début de la pandémie du coronavirus. Plus de quatre années se sont écoulées sans croissance", écrit Jukka Appelqvist, économiste en chef de la Chambre de commerce.

Selon Appelqvist, à la lumière de ces chiffres, la prévision du ministère des Finances selon laquelle le produit intérieur brut de la Finlande augmenterait de 0,7% cette année semble peu probable.

Selon Statistics Finland, l'économie nationale finlandaise est entrée en récession au cours du second semestre de l'année dernière.

Parmi les secteurs industriels, en particulier la production de l'industrie électrique et électronique a nettement diminué par rapport à il y a un an, de près de 20%.

Selon Statistics Finland, la production de l'industrie forestière s'est nettement contractée aux deuxième et troisième trimestres, mais la baisse s'est arrêtée en octobre-décembre.

Sur l'ensemble de l'année dernière, seules l'industrie métallurgique et l'industrie de l'énergie, de l'eau et des déchets ont progressé par rapport à 2022.

HS

Voir le communiqué en anglais de Statistic Finland :

<https://www2.stat.fi/en/publication/cln1g697svt680cutjae84g9e>

Statistiques

Les statistiques de la Finlande toujours les meilleures au monde selon la banque mondiale

Comme l'année précédente, la Finlande s'est à nouveau classée première parmi 186 pays dans la comparaison des systèmes statistiques réalisée par la Banque mondiale.

Les pays ont été comparés à l'aide de plus de cinquante indicateurs mesurant la performance des systèmes statistiques. Les données utilisées dans la comparaison ont été collectées dans chaque pays pour l'année 2022. Le score total de la Finlande était de 93,6 sur 100 (+0,1 par rapport à 2021).

La Norvège est arrivée deuxième et le Canada troisième.

<https://www2.stat.fi/uutinen/finlands-statistics-again-selected-as-the-best-in-the-world>

Climat

Le gouvernement veut augmenter les puits de carbone technologiques

Helsingin Sanomat rend compte du fait qu'un des piliers de la politique climatique du gouvernement Orpo est de créer des puits de carbone technologiques en captant les émissions de CO₂ de l'industrie à la sortie des cheminées d'usines. Cela permettrait au gouvernement de ne pas trop s'efforcer de restreindre les émissions des transports, par exemple.

Est-ce un projet réaliste ? Le programme gouvernemental fixe l'objectif de mettre en place des puits de carbone technologiques dès les années 2020 pour stocker du carbone de façon permanente. Dans la pratique, en Finlande, il s'agirait des plus grandes centrales de chauffage à la biomasse ou des usines de pâte à papier.

Les centrales à biomasse émettent toutefois principalement durant les mois de chauffage. En outre, leurs émissions issues de biomasse ne sont pas importantes par rapport à celles des plus grandes usines de cellulose dont aucune ne relève de l'Etat.

Dans ce secteur, trois groupes forestiers seraient concernés. Metsä Group est le plus avancé dans des projets de développement de ce domaine, UPM et Stora Enso suivent l'évolution.

Le CO₂ peut être utilisé comme matière première pour un tas de produits, et les entreprises seraient naturellement intéressées par des produits qui peuvent être vendus, or, l'utilisation du CO₂ ne constitue pas un puits carbone dès lors qu'il se libère dans l'atmosphère de nouveau. Pour que les groupes s'intéressent au stockage permanent, il faut une incitation politique, notamment parce que le stockage est cher.

Le programme gouvernemental évoque une vente aux enchères inversée comme un moyen d'accélérer cette activité.

La Finlande émet annuellement 28 millions de tonnes de CO₂ issu de biomasse, principalement par l'industrie forestière.

Selon le panel climatique, il pourrait être économiquement justifié d'en capter cinq millions de tonnes par an, ce qui nécessiterait au moins 600 millions d'euros de financement public tous les ans.

Or le gouvernement a prévu 140 millions d'euros pour les puits technologiques pour toute la législature.

Le ministère de l'Emploi et de l'Economie estime qu'un financement plus important devrait venir de l'UE.

Resteront à résoudre aussi la question de l'endroit de stockage et des navires appropriés pour le transport du CO₂.

Les autorisations pour ces projets prennent du temps. Selon l'institut national de recherche technologique VTT, il faut compter au moins sept ans pour tout mettre en place pour le captage et le stockage.

Dans tous les cas, aucun puits technologique ne sera en place avant les années 2030. L'ancien président du panel climatique Markku Ollikainen a prévenu, en décembre, contre le fait de créer des attentes irréalistes et a rappelé qu'il ne s'agissait pas d'un moyen qui puisse permettre de négliger aucune autre mesure en faveur du climat.

VTT estime de la même façon que dans les forêts et sur les champs, il y a un potentiel pour des mesures rapides, efficaces et peu onéreuses.

HS/A29